

PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement

Dossier n°2004/1606

Arrêté n° 04-DRCLE/1-380

**mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS de respecter certaines prescriptions
pour son centre d'enfouissement technique de « La Pointe des Corbeaux » à l'Île
d'Yeu**

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L 514-1-I ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 1986 autorisant la mairie de l'Île d'Yeu à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères à « La Pointe des Corbeaux » ;

VU les arrêtés préfectoraux du 17 novembre 1997 et 3 décembre 2003 de mise en conformité du site à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et transférant l'autorisation à TRIVALIS ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 22 juillet 2004 suite à l'inspection du 14 juin 2004 ;

Considérant que les prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1986 et des articles 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.10, 2.11, 2.12, 3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 ne sont pas respectées ;

Considérant que le non respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux biens ou aux personnes et constitue une infraction par rapport aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée;

Arrête

Article 1. Mise en demeure

Le syndicat mixte TRIVALIS, dont le siège social est situé 14, place de la Vendée – 85000 – La Roche sur Yon, est mis en demeure selon l'échéancier suivant, débutant à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés :

Arrêté du 26 mars 1986 :

Sous **trois mois** :

- ⇒ Art 3.3 – La clôture abîmée doit être réparée et son entretien assuré ;

Arrêté du 3 décembre 2003 :

Sous **trois mois** :

- ⇒ Art 2.2 – Les activités de déchèterie effectuées sur l'emprise du centre doivent cesser ;
- ⇒ Art 2.4 – Les contrôles de radioactivité devront être effectués pour les déchets enfouis sur l'année 2004 ;
- ⇒ Art 2.5 – Les travaux de remise en état des zones d'enfouissement anciennement exploitées doivent être justifiés ;
- ⇒ Art 2.7 – Un moyen de comptage des déchets entrants doit être installé ;
- ⇒ Art 2.12 – Un second piézomètre de surveillance doit être installé en aval du centre ;

Sous **un mois** :

- ⇒ Art 2.2 – La procédure d'admission des déchets doit être respectée ;
- ⇒ Art 2.4 – Le registre d'admission des déchets doit être mis en place ;
- ⇒ Art 2.10 – Les abords du centre doivent être débroussaillés ;
- ⇒ Art 2.11 – Les lixiviats recueillis sur le centre doivent être pompés à une fréquence suffisante pour éviter tous rejets au milieu naturel. Les justificatifs d'évacuation devront être produits ;
- ⇒ Art 3.1 – Le rapport d'activité pour l'année 2003 doit être transmis.

Tous les justificatifs du respect de la présente mise en demeure devront être transmis en préfecture, Direction des Relations avec les Collectivités Locales et de l'Environnement, Bureau de l'Environnement.

Article 2 - A défaut, l'exploitant s'exposera à la mise en oeuvre des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement susvisé, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être exercées.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté

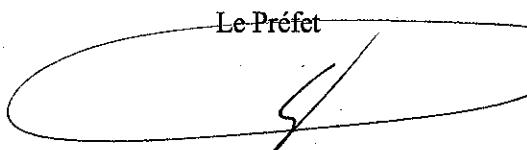
Article 4 - Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'ILE-D'YEU et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de L'ILE-D'YEU pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de L'ILE-D'YEU et envoyé à la Préfecture - bureau de l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le Coordonnateur départemental de la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une ampliation sera adressée à Madame la Sous-Préfète des SABLES D'OLONNE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 29 JUL. 2004

Le Préfet



Jean-Claude VACHER